

# Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, à TV5 et RFI, sur la situation en Côte d'Ivoire, l'aide au développement, la francophonie, les élections en Ukraine, les dossiers irakien et du Proche-Orient, et le sort des journalistes français retenus en otage en Irak, à Ouagadougou le 26 novembre 2004.

MM. DESSAINT ET PERILHOU - Nous sommes heureux de vous retrouver sur l'antenne de TV5 et sur les ondes de Radio France Internationale pour cet entretien exceptionnel que nous accorde le Président de la République française, M. Jacques CHIRAC.

Monsieur le Président, merci d'avoir répondu à cette invitation.

LE PRESIDENT Merci de m'avoir invité.

QUESTION Monsieur le Président, vous participez avec cinquante autres chefs d'Etat ou de gouvernement à ce Sommet de la Francophonie. La famille francophone est réunie, ici même en Afrique. Est-ce que vous n'avez pas le sentiment, notamment compte tenu de ce qui se passe dans les pays voisins, que c'est un sommet de crise en quelque sorte, ou que la famille francophone serait en crise ?

LE PRESIDENT Que ce soit un sommet de crise, si vous évoquez les problèmes que nous connaissons en Afrique, et notamment en Côte d'Ivoire, on peut le dire ainsi. En revanche, si vous insinuez que la famille francophone est en crise, là, vous vous trompez car elle est tout à fait unanime, à la fois dans son diagnostic et dans son jugement sur les problèmes que nous connaissons, soit en Côte d'Ivoire, soit en République démocratique du Congo, soit au Darfour. Il n'y a aucune divergence de vues au sein de la Francophonie.

QUESTION Les résolutions qui sont proposées au sommet sur la Côte d'Ivoire sont-elles de nature à ramener le dialogue et à faire en sorte que la Francophonie, notamment, se substitue au face-à-face qui avait été introduit à partir du 6 novembre dernier entre Paris et Abidjan ?

LE PRESIDENT Il n'y a pas de face-à-face entre Paris et Abidjan. Paris est présent en Côte d'Ivoire par la force Licorne, laquelle est sous les ordres de l'ONU et sous mandat de l'organisation des Nations Unies, de la CEDA et de l'Union africaine. Ce qui fait qu'elle n'est pas libre ou qu'elle ne prend pas les initiatives qu'elle souhaite. Elle est sous mandat, elle ne peut agir spontanément qu'en cas de légitime défense, ce qu'elle a fait une fois et ce qui est une exception.

Il y a aujourd'hui une situation que nous déplorons. Quand je dis nous, je veux dire tous les Africains et, en tous les cas, toute la famille francophone, mais également M. OBASANJO, Président de l'Union africaine, venu spécialement, bien que non francophone, pour nous apporter son soutien et pour poursuivre une action de paix, de dialogue en Côte d'Ivoire. Nous avons cette situation et nous la déplorons. Nous pensons qu'il n'y a pas de solution autre que politique. Qu'il n'y a pas de voie autre que celle du dialogue pour rétablir une situation normale en Côte d'Ivoire. Un beau pays que nous aimons tous et nous sommes tous très malheureux.

QUESTION Monsieur le Président, vous avez parlé à propos de la Côte d'Ivoire de régime

contestable, en affirmant un peu plus tard que le Président GBAGBO restait néanmoins légitime. Aujourd'hui, est-ce que l'avenir de la Côte d'Ivoire passe par le Président GBAGBO et son maintien à la tête de ce pays?

LE PRESIDENT Le Président GBAGBO est le président légitime de Côte d'Ivoire. Ce n'est pas cela que je conteste. Si j'étais amené à contester quelque chose, ce serait plutôt sa politique qui a eu pour résultat de couper la Côte d'Ivoire en deux et d'imaginer que cette affaire pourrait être réglée par la force, ce qui est évidemment impossible. Par conséquent, si j'avais un conseil à donner et qui est celui de l'ensemble des chefs d'Etat africains, qu'ils soient francophones, anglophones ou lusophones, c'est de rétablir le dialogue, c'est de faire en sorte que le Président GBAGBO reprenne un dialogue normal tel qu'il avait été prévu à Marcoussis tout simplement. Tel qu'il avait été approuvé unanimement à Accra III, sous la présidence du Président OBASANJO, de façon à pouvoir rétablir la sérénité dans un pays qui, je le répète, est spontanément un pays d'hospitalité, un pays de tradition et qui se trouve plongé dans le drame sans justification.

QUESTION Monsieur le Président, la déclaration de Bamako comporte des mesures contraignantes qui pourraient aller, dans certains cas, jusqu'à des expulsions temporaires. Dans cette situation, le Commonwealth avait pratiqué de même s'agissant du Zimbabwe et le fera-t-on ici ?

LE PRESIDENT Ce n'est ni dans notre esprit, ni plus généralement dans la mentalité africaine que de procéder de la sorte. Ce que nous voulons tous, c'est tout faire pour permettre de rétablir le dialogue. Nous avons une feuille de route qui est claire, qui est celle de Marcoussis, confirmée par Accra III. Cette feuille de route a été confirmée également, à l'unanimité, par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce que nous souhaitons, c'est que chacun comprenne que l'intérêt de tous, c'est qu'elle soit mise en oeuvre, je dirais, de bonne foi.

QUESTION Il y a eu un incident diplomatique au Sommet, c'est-à-dire le représentant du Président GBAGBO aurait été porteur, dit-on, de documents contre la France, et donc, il y a eu une politique de la chaise vide lors de ce Sommet. Est-ce que vous déplorez l'absence du Président GBAGBO, ici, pour s'exprimer devant ses pairs ?

LE PRESIDENT Lors de mon dernier coup de téléphone avec le Président GBAGBO, je l'avais vivement incité à être présent au Sommet. Et il m'avait dit qu'il viendrait. Je regrette que la Côte d'Ivoire ne soit pas présente. Je ne connais pas l'incident auquel vous faites allusion, mais je regrette qu'elle soit absente.

QUESTION Monsieur le Président, quarante ans après l'indépendance des pays d'Afrique, est-ce que la présence de bases françaises, de bases militaires répond encore à une logique ?

LE PRESIDENT Elle répond à une logique, sans aucun doute, et elle y répondra tant que les chefs d'Etat et de gouvernement le souhaiteront. Nous ne nous imposons pas naturellement, mais nous pouvons être utiles. Regardez, avec la crise du Darfour, les autorités tchadiennes nous ont demandé, je dirais, très fermement et très amicalement mais avec beaucoup d'impatience que nous puissions déployer notre dispositif, de façon à éviter des incursions destabilisatrices pour le Tchad. Nous intervenons toujours à la demande des chefs d'Etat africains. Nous n'avons jamais pris d'initiative dans ce domaine. Et, par conséquent, tant que les chefs d'Etat souhaitent et demandent expressément que nos bases restent, elles restent. Le jour où ils ne le souhaiteraient plus, naturellement elles ne resteraient pas.

QUESTION Quel est votre commentaire sur une appréciation a posteriori qui, pour maquiller des crispations identitaires, visent à dire qu'il s'agit de nouvelles luttes d'indépendance. S'agit-il bien de cela ?

LE PRESIDENT Je ne crois pas que l'on puisse dire cela. Si vous voulez dire que les crispations identitaires manifestent des luttes pour l'indépendance, vous insinueriez que l'Afrique devrait être pulvérisée, chaque ethnie prenant en quelque sorte son indépendance. Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'Africains pour considérer que c'est là la voie de la sagesse dans un monde qui se regroupe de plus en plus et où l'intégration régionale est de plus en plus considérée comme vitale, comme indispensable. Je ne pense donc pas que l'on puisse dire cela. En revanche, beaucoup de ces crispations identitaires tiennent à une autre raison, qui est le sous-développement et à l'insuffisance d'aide au développement qui fait que l'Afrique est l'une des

développement. Et à l'insouciance à l'égard du développement qui fait que l'Afrique est l'une des régions les plus pauvres du monde, qui ne voit pas vraiment de perspective positive, car elle n'a pas les infrastructures nécessaires, ce qui est en réalité à l'origine de beaucoup de difficultés.

QUESTION Monsieur le Président, chaque fois que vous en avez l'occasion, vous affichez un optimisme pour l'Afrique, vous dites " elle s'en sortira ". Est-ce que, compte tenu de ce qui se passe en ce moment, de l'actualité très dramatique, vous avez ce même espoir ?

LE PRESIDENT Ce n'est pas un espoir, c'est une conviction. L'Afrique a des ressources considérables, naturelles mais surtout humaines. Mais elle est confrontée à une période historique de sous-développement par rapport au reste du monde qui ne lui permet pas de valoriser les valeurs humaines ou matérielles dont elle dispose. Cela ne peut pas durer. Par conséquent, notamment avec l'augmentation démographique considérable qui caractérise l'Afrique, avec le nombre de jeunes que vous voyez, nous serons bien obligés de prendre les mesures qui s'imposent pour apporter à ces Africains et à ces jeunes en particulier ce qui leur revient, ce qu'on leur doit, c'est-à-dire les équipements nécessaires en matière de santé, en matière de formation, en matière d'éducation, en matière de travail. Et, à ce moment là, l'Afrique repartira, car elle est pleine de ressources. C'est une crise historiquement limitée à un siècle.

QUESTION Est-ce que la Francophonie pourrait être, précisément, en dépit de ces crises, le lieu d'expression d'un monde multipolaire, interdépendant qui pourrait précisément régler les questions de développement ?

LE PRESIDENT La Francophonie ne réglera pas seule les questions de développement. La question du développement est un problème mondial. La vérité est que le développement demande des ressources, c'est ce que l'on appelle l'aide au développement. L'Afrique est évidemment la région du monde qui en a le plus besoin, pas la seule, mais le plus, car ses ressources ne sont pas suffisantes. Si l'on voulait seulement réaliser les engagements que nous avons pris en 2000 et que l'on appelle les objectifs du Millénaire, il faudrait doubler l'aide publique au développement. Il faudrait passer de cinquante à cent milliards de dollars par an, à peu près. Qu'est-ce que cela veut dire cinquante milliards de plus ? Parce que les chiffres ne parlent pas beaucoup. Pour vous donner une idée, c'est là où on voit à quel point nous sommes, par beaucoup de côtés, coupables : l'ensemble du PNB mondial, c'est trente-trois mille milliards de dollars. L'ensemble du commerce mondial, c'est huit mille milliards de dollars. L'ensemble des dépenses militaires dans le monde, chaque année, je parle de chiffres annuels, c'est neuf cent milliards de dollars dont la moitié à peu près pour les Etats-Unis.

Ce dont nous avons besoin en matière de développement pour délivrer l'Afrique de la pauvreté et lui redonner toutes ses chances, c'est cinquante milliards. C'est-à-dire très peu de choses. Nous ne les obtiendrons pas par l'augmentation de l'aide publique au développement parce que les budgets des pays développés ne le supporteront pas. C'est la raison pour laquelle je milite fortement pour la création de ressources nouvelles, une taxation internationale qui nous permette de répondre à ce besoin. Et je suis maintenant optimiste.

QUESTION C'est une initiative que vous avez lancée avec le Président LULA, le Président LAGOS, et le Premier ministre espagnol, M. ZAPATERO, est-ce qu'elle a corps aujourd'hui ?

LE PRESIDENT Vous savez, il y a certains pays qui, au nom du libéralisme, sont très réservés et même hostiles à quelque forme que ce soit de taxation internationale même si, je le répète, c'est quasiment invisible compte tenu de l'ampleur des masses en jeu. Ils y sont tout à fait hostiles, c'est vrai. Donc, on pouvait s'inquiéter en disant : c'est bien, on fait des propositions, mais on a peu de chance de les voir aboutir.

Il s'est tout de même passé quelque chose, il y a deux ou trois mois, d'importance, c'est qu'avec les Présidents chilien et brésilien et avec le Premier ministre espagnol, nous avons fait une proposition à l'ONU. Nous en attendions un intérêt calme et nous pensions faire un pas dans la bonne direction, mais cela a été décisif dans la mesure où la proposition que nous avons faite a été, à notre grand étonnement je dois le dire, immédiatement souscrite par cent dix pays et approuvée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Alors cela, c'est quelque chose de nouveau. Je ne crois pas qu'un pays ou quelques pays puissent réellement, aujourd'hui, s'opposer à cette espèce de vague de fond approuvée par cent

dix pays. Je suis donc persuadé que l'on va réussir et nous réussirons à la prochaine réunion des Nations Unies, c'est-à-dire l'année prochaine.

QUESTION C'est une substitution à l'aide publique au développement ?

LE PRESIDENT Ah, non ! Elle s'ajoute, naturellement. L'aide publique au développement, après avoir baissé globalement et dans presque tous les pays, est remontée depuis deux ans. Elle commence à remonter sous les efforts d'un certain nombre de gouvernements mais elle restera insuffisante. Donc, cela s'ajoute, naturellement.

QUESTION Monsieur le Président, quelques dossiers internationaux sur lesquels nous aimerions vous entendre : vous suivez ici la situation en Ukraine, l'inquiétude qu'il y avait, le risque d'affrontements dans la rue, la suspension des résultats des élections. Quel regard portez-vous sur cette instabilité actuelle en Ukraine ?

LE PRESIDENT L'un des grands avantages de la démocratie, c'est de permettre à chacun de s'exprimer, mais à condition que l'on joue tout à fait le jeu.

QUESTION Cela n'a pas été le cas, à votre avis ?

LE PRESIDENT Je n'ai pas de jugement personnel. Je n'ai pas été sur place. Mais enfin, je vois que tous les experts de bonne foi, et notamment ceux de l'Union européenne, ont affirmé que la règle du jeu n'avait pas été observée. Autrement dit, que les élections n'étaient pas tout à fait nettes. C'est très dangereux de jouer à ce petit jeu. Alors, je souhaite beaucoup que les personnalités, notamment M. SOLANA, qui sont allés là-bas fassent entendre la voix du bon sens et qu'un accord politique puisse intervenir pour éviter à l'Ukraine une crispation ou un drame dont elle n'a vraiment pas besoin.

QUESTION Une autre question clef du moment, c'est la conférence de Charm-el-Cheikh sur l'Irak, qui s'est tenue récemment. Quelle position adopter, dans la mesure même où tous les belligérants n'y figuraient pas. Il y avait certains représentants qu'on appelle " la résistance irakienne " qui n'y figuraient pas. Est-elle à votre avis d'une portée suffisante pour que l'Irak en vienne aussi à un dialogue, là aussi à un retour à la paix ?

LE PRESIDENT Ce ne sont précisément pas des belligérants. Nous étions tout à fait favorables et nous sommes favorables au dialogue politique. Nous avons suggéré que les forces politiques irakiennes qui ont officiellement, notoirement et clairement renoncé au conflit armé et au terrorisme puissent être associées. Mais les autorités irakiennes n'ont pas cru devoir le faire. En tous cas maintenant, je souhaite que le dialogue politique en Irak, avec ceux qui sont respectueux de la démocratie, puisse se développer. Je souhaite surtout que la résolution de l'ONU que nous avons tous votée soit appliquée, donc que les élections aient lieu, comme c'est prévu, à la fin du mois de janvier, et que puisse sortir de là un vrai gouvernement, qui puisse essayer de rétablir le contact et de recréer la confiance des Irakiens, de façon à pouvoir engager un processus de pacification et de développement. Il y a encore beaucoup à faire.

QUESTION Il y a un calendrier international très chargé, Monsieur le Président, avec notamment la Palestine. Vous pensez qu'en janvier, ces élections vont pouvoir se tenir ? Qu'elles vont enfin peut-être donner une lumière d'espoir à cette crise dans la région ?

LE PRESIDENT C'est une crise qui n'en finit pas et dont les conséquences sont dramatiques, notamment par le nombre de morts de chaque côté, que rien ne justifie, alors que le dialogue politique devrait normalement permettre de trouver une solution. On en a été très près, en 2000, très, très près. Mais ça n'a pas marché et je crois maintenant qu'il faut profiter de la décision prise par les autorités palestiniennes de faire des élections à la fois locales, législatives et présidentielles. Il faut pour cela que chacun apporte sa contribution à l'effort, matériellement, politiquement, psychologiquement, de façon à ce que ces élections soient aussi incontestables que possible. Il faudra naturellement qu'il y ait une certaine liberté de circulation assurée pour permettre aux gens de voter. Et alors, on peut espérer, s'il n'y a pas d'un côté ou de l'autre, de provocations, ce qui peut toujours arriver avec les conséquences que cela comporte dans des situations de cette nature, qu'une Autorité palestinienne rénovée et structurée pourra conduire un dialogue avec les autorités israéliennes et arriver à la paix.

QUESTION L'Union européenne est-elle en mesure de se réinsérer dans un jeu d'où elle avait été

beaucoup exclue ?

LE PRESIDENT Elle doit se réinsérer, elle peut le faire. Cela suppose que le principal moteur de progrès, que sont les Etats-Unis, acceptent de faire un effort. J'interprète les dernières décisions et les dernières déclarations du Président Bush comme positives, dans la mesure où il indiquait que les Etats-Unis souhaitaient et aideraient à la réalisation d'élections libres et démocratiques en Palestine.

QUESTION Pour revenir juste un instant à l'actualité du sommet, il y a deux ans, Beyrouth accueillait la Francophonie. Aujourd'hui, le Président LAHOUD en est absent. A quoi attribuer cette fâcherie, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT Je n'en ai aucune idée.

QUESTION Pas de commentaire particulier ?

LE PRESIDENT Aucun commentaire.

QUESTION Monsieur le Président, je crois qu'un certain nombre de journalistes ont décidé d'appeler l'attention des chefs d'Etat sur la difficulté pour ces journalistes d'écrire et de travailler de façon libre dans certains pays. Vous soutenez cette démarche ?

LE PRESIDENT Vous me permettez, puisque vous me parlez des journalistes, de rappeler que demain est un triste anniversaire pour vous, mais aussi pour l'ensemble de vos confrères et consoeurs, et pour tous les Français, s'agissant de nos deux journalistes actuellement otages. Il ont ce matin été très touché par le fait que, dans son intervention, en sa qualité de doyen, à l'ouverture des débats, le Président BONGO a, avec beaucoup de coeur évoqué ce problème et fait un appel à la libération de ces journalistes. J'ai trouvé que ce propos spontané qui n'était pas écrit, qui venait du coeur, était quelque chose d'abord de très africain et de très encourageant. C'était aussi une leçon, parce qu'après tout, le Président est loin. Mais c'était une espèce de cri du coeur, parce que l'on n'avait pas le droit, qu'on ne pouvait pas faire des choses comme cela. Qu'il fallait les libérer. Il ajoutait que " les journalistes ne sont pas toujours mes amis, mais dans le cas particulier, je suis solidaire de chacune et de chacun d'entre eux". J'y ai été sensible, je suis d'ailleurs allé le remercier immédiatement.

A la veille de cet anniversaire, je voudrais simplement dire que, d'une part, les pouvoirs publics français font tout ce qui est possible pour les libérer, je n'ai pas besoin de le souligner, le contraire serait inimaginable. Je voudrais aussi, m'étant, hélas, beaucoup, de par les fonctions que j'ai exercées dans le passé, occupé de questions d'otages, rendre un hommage tout à fait particulier, d'une part aux familles de Christian CHESNOT et Georges MALBRUNOT, et d'autre part à leurs confrères et consoeurs. Parce que la dignité de leur comportement a été, de mon point de vue et compte tenu de mon expérience, la meilleure garantie de les voir revenir. Et s'ils reviennent, ce que je pense et souhaite, je suis sûr qu'ils le devront pour une large part non pas à l'action des uns ou des autres mais à la façon, au comportement de leurs familles et de leurs confrères.

QUESTION Monsieur le Président, a-t-on des indications optimistes, précisément sur le sort de Christian CHESNOT et Georges MALBRUNOT ?

LE PRESIDENT Je n'ai pas d'indications à donner.

QUESTION Monsieur le Président de la République, merci d'avoir accepté cet entretien sur les antennes de TV5 et de RFI.

LE PRESIDENT Je suis très heureux d'avoir eu l'occasion de m'exprimer devant vous.